

En France, la difficile cession des Echos par le groupe Pearson

Description

Après avoir confirmé la mise en vente des Echos le 19 juin 2007, le groupe britannique Pearson est entré en négociations exclusives avec Bernard Arnault, le patron de LVMH et géant mondial du luxe. Annoncée le 21 juin 2007 par Bernard Arnault, ces négociations exclusives, la clause étant valable jusqu'à fin novembre, ont d'emblée suscité l'inquiétude de la Société des journalistes du premier quotidien économique français. En effet, alors que Marjorie Scardino, directrice générale de Pearson, avait fait savoir qu'elle ne vendrait pas le titre à un industriel afin d'éviter tout conflit d'intérêts, la proposition de Bernard Arnault, à hauteur de 240 millions d'euros, une valorisation équivalente à deux fois le chiffre d'affaires et vingt cinq fois le résultat d'exploitation des *Echos*, ainsi que la pression des actionnaires, ont manifestement changé la donne.

Trois conditions ont toutefois été posées par Pearson à la revente des *Echos* : un bon prix, l'assurance de l'indépendance éditoriale, ainsi que la garantie de l'emploi. Le 19 juin 2007, la rédaction des *Echos* se mettait une première fois en grève, anticipant l'annonce de négociations exclusives avec Bernard Arnault, considérant que « *cet acquéreur potentiel ne satisfait pas à deux exigences majeures : l'indépendance éditoriale et le maintien de l'emploi* ». En outre, le rachat par Bernard Arnault soulève d'autres problèmes, notamment celui de l'avenir de La Tribune, le deuxième quotidien économique français, propriété de DI Group (LVMH) depuis 1993. Enfin, le contrôle des Echos par Bernard Arnault entraînerait, pour les journalistes de la rédaction, d'analyser les activités de leur actionnaire, très présent en France, le groupe LVMH ayant été cité 150 fois dans le quotidien économique sur le premier semestre 2007. Cette situation semble toutefois ne pas poser de problèmes majeurs aux journalistes de *La Tribune* qui traitent pourtant des mêmes sujets.

Le 22 juin 2007, les rédactions de La Tribune et des *Echos* se mettaient simultanément en grève, les premiers pour rester dans le giron de LVMH – au moins pour ne pas être revendus trop précipitamment et voir leur titre affaibli – , les seconds pour éviter d'y entrer. En effet, Bernard Arnault s'est engagé à revendre *La Tribune* en cas de prise de contrôle des *Echos*. Plusieurs repreneurs se sont déjà déclarés intéressés, notamment Alain Weil, le président directeur général du groupe Next Radio.

Ce processus a toutefois été remis une première fois en question par l'offre avantageuse de rachat des *Echos* faite par le groupe français Fimalac, spécialisé dans les services financiers avec l'agence de notation financière Fitch Ratings. En effet, après avoir été sollicité par la direction de la rédaction des *Echos*, Marc Ladreit de Lacharrière, président du groupe Fimalac, a proposé, le 12 juillet 2007, quelque 245 millions d'euros pour le rachat du groupe Les Echos, une offre assortie en outre des trois garanties demandées par Pearson. Présenté comme le candidat idéal par les journalistes des *Echos*, Marc Ladreit

de Lacharrie?re, ancien propri?taire de Valmonde (*Le Journal des Finances, Valeurs actuelles*), un groupe qu'il a vendu en 1998 a? Dassault, satisfait a? la condition du prix pose?e par Pearson, son offre e?tant supe?rieure de 5 millions d'euros a? celle, de?ja? e?leve?e, de Bernard Arnault. En matie?re d'emploi, Marc Ladreit de Lacharrie?re assure le maintien des effectifs et sa volonte? de renforcer les capacite?s de son groupe dans le secteur de l'information e?conomique et financie?re. Enfin, concernant les garanties apporte?es a? l'inde?pendance e?ditoriale, Marc Ladreit de Lacharrie?re propose de donner aux journalistes un droit de veto direct sur la nomination des directeurs de la re?daction, 55 % au moins des journalistes devant donner leur accord aux nominations propose?es par l'actionnaire, une possibilite? que la Socie?te? des journalistes des *Echos* n'avait pas e?voque?e aupre?s de Pearson quand elle a formule? ses conditions sur le respect de l'inde?pendance e?ditoriale. L'offre est valable jusqu'au 31 de?cembre 2007, ce qui laisse le temps a? Pearson de l'examiner sans avoir a? remettre en cause la clause d'exclusivite? signe?e avec LVMH.

Re?pondant indirectement a? l'offre de Fimalac, LVMH et Pearson annon?aient, le 23 juillet 2007, e?tre parvenus a? un accord sur l'emploi et l'inde?pendance e?ditoriale des *Echos*. Un document intitule? « Principes clefs de l'inde?pendance e?ditoriale des *Echos* » fait e?tat de concessions majeures de LVMH : suite a? sa proposition d'instaurer un conseil de surveillance des *Echos*, LVMH accepte d'y nommer trois administrateurs inde?pendants qui, pluto?t que d'e?tre nomme?s par LVMH et Pearson, le seraient par LVMH et la Socie?te? des journalistes des *Echos*. En outre, le directeur de la re?daction fera partie du conseil de surveillance et ne pourra e?tre re?voque? qu'avec l'accord d'au moins deux des trois administrateurs inde?pendants, une manie?re de conce?der que l'actionnaire n'a pas le pouvoir de de?cision sur la re?daction. La nomination du directeur de la re?daction se fera d'ailleurs avec l'accord *a minima* de deux des administrateurs inde?pendants et de l'absence d'opposition de la majorite? des journalistes. Pour autant, les journalistes des *Echos* rejetaient le me?me jour ces garanties, conside?rant que les conflits d'inte?re?ts lie?s a? la couverture des activite?s de LVMH ne pouvaient disparai?tre, quelles que soient les garanties accorde?es en matie?re e?ditoriale.

Pearson, qui devra choisir en dernier ressort l'offre a? retenir, reste toutefois de?cide? a? se se?parer de ses activite?s de presse e?conomique et financie?re a? l'e?tranger pour se recentrer sur ses activite?s d'e?dition. Malgre? la difficile vente des *Echos*, Pearson est entre? en ne?gociations exclusives de?but septembre 2007 avec le groupe Der Spiegel pour lui vendre sa participation de 50 % dans le *Financial Times Deutschland*, lance? en 2000 en partenariat avec Gru?nher+Jahr, une filiale de Bertelsmann, laquelle contro?le par ailleurs 25,5 % du Spiegel. Cette annonce confirme la strate?gie de Pearson qui avait de?ja? revendu en 2004 le magazine e?conomique espagnol Expansion.

Le groupe Pearson, qui re?alise plus de 65 % de son chiffre d'affaires dans l'e?dition scolaire, domaine ou? il occupe la deuxie?me place mondiale derrie?re Reed Elsevier, multiplie a? l'inverse les rachats dans ce secteur. Ainsi, le 4 mai 2007, Pearson avait rachete? pour 950 millions de dollars a? Reed Elsevier deux filiales de Harcourt, Harcourt Education International, un e?diteur base? a? Oxford, ainsi que Harcourt Assessment, une activite? ame?ricaine d'e?valuation et de tests scolaires.

Sources :

- « Le britannique Pearson se renforce dans l'édition scolaire », I. C., *Les Echos*, 7 mai 2007.
- « Inquiétudes autour de la probable vente du quotidien économique Les Echos », Pascale Santi, *Le Monde*, 16 juin 2007.
- « Bernard Arnault accentue son offensive sur Les Echos », Marc Roche et Pascale Santi, *Le Monde*, 20 juin 2007.
- « Les Echos en grève contre la vente à Arnault », Marie-Laetitia Bonavita, *Le Figaro*, 20 juin 2007.
- « Les Echos en grève contre l'arrivée possible de Bernard Arnault », Pascale Santi, *Le Monde*, 21 juin 2007.
- « Le groupe LVMH est le seul en lice pour racheter le quotidien économique Les Echos », Pascale Santi, *Le Monde*, 23 juin 2007.
- « La Tribune et Les Echos en grève contre Bernard Arnault », Pascale Santi, *Le Monde*, 26 juin 2007.
- « La Tribune pourrait être vendue cette fois par LVMH », Daniel Psenny, *Le Monde*, 28 juin 2007.
- « Accord Pearson – LVMH sur Les Echos », M.-L. B., *Le Figaro*, 4 juillet 2007.
- « Les Echos de nouveau en grève pour leur indépendance », S.B., *La Tribune*, 4 juillet 2007.
- « Bernard Arnault s'engage à respecter l'indépendance des Echos », Pascale Santi, *Le Monde*, 5 juillet 2007.
- « Les salariés de La Tribune inquiets pour la survie de leur titre », Marie Catherine Beuth, *Le Figaro*, 11 juillet 2007.
- « Le processus de vente de La Tribune engagé », S.B., *La Tribune*, 11 juillet 2007.
- « La Tribune : le comité d'entreprise déclenche le droit d'alerte », N.S., *Les Echos*, 11 juillet 2007.
- « Contre-offre de Fimalac sur Les Echos », M.-C. B. et P. L., *Le Figaro*, 13 juillet 2007.
- « Marc de Lacharrière vient contester Bernard Arnault sur Les Echos », J.-B. J., *La Tribune*, 13 juillet 2007.
- « Les Echos : Marc Ladreit de Lacharrière prêt à jouer le rôle de chevalier blanc », Nathalie Silbert, *Les Echos*, 13-14 juillet 2007.
- « Fimalac, un holding recentré sur l'information financière », L. F., *Les Echos*, 13-14 juillet 2007.
- « Les salariés des Echos affichent leur préférence pour la candidature de Fimalac », Guillaume Fraissard, *Le Monde*, 14 juillet 2007.
- « Les Echos : LVMH donne des gages, la rédaction toujours opposée », Nathalie Silbert, *Les Echos*, 24 juillet 2007.
- « Situation toujours bloquée aux Echos », Guillaume Fraissard, *Le Monde*, 25 juillet 2007.
- « Constituer le premier groupe d'information financière en Europe », interview de Marc Ladreit de Lacharrière, président de Fimalac, Frédéric Lemaitre et Pascale Santi, *Le Monde*, 6 septembre 2007.
- « Les conditions de la vente de La Tribune restent floues », N.S., *Les Echos*, 7-8 septembre 2007.
- « Pearson veut accélérer la vente des Echos à LVMH », Pascale Santi, *Le Monde*, 13 septembre 2007.
- « Le Spiegel lorgne le FT Deutschland », Bénédicte de Peretti, *La Tribune*, 18 septembre 2007.

Categorie

1. Economie
2. Un trimestre en Europe

date créée

22 septembre 2007

Auteur

alexandrejoux